

L'histoire de l'île Maurice

Des origines désertes à la République — Hollandais, Isle de France, corsaires, esclavage, travailleurs engagés, indépendance : le guide complet, chapitre par chapitre.

Ce guide raconte, dans l'ordre chronologique, comment une île sans aucun habitant est devenue la Maurice multiculturelle d'aujourd'hui : quatre siècles de colonisations successives (hollandaise, française, britannique), une économie qui est passée de l'esclavage sucrier au statut de place financière régionale, et une indépendance conquise en 1968. Chaque chapitre se termine, quand c'est utile, par ce que cette page d'histoire explique concrètement dans la Maurice d'aujourd'hui.

Sources : Wikipédia (Histoire de Maurice, Bataille de Grand Port, Robert Surcouf, Le Morne Brabant, Économie de Maurice, Président de Maurice), Encyclopædia Britannica (extinction du dodo), National Library of Mauritius, Histoire(s) Mauricienne(s), sites patrimoniaux (bonjourmaurice.com, comptoirdesvoyages.fr) — consultés en 2026.

Sommaire

01 — Une île sans habitants

Des marins arabes aux Portugais — un simple point de passage

02 — 1598-1710 — Les Hollandais

Le nom « Maurice », l'ébène, la canne à sucre, la fin du dodo

03 — 1715-1810 — L'Isle de France

Mahé de Labourdonnais, l'esclavage, les corsaires, le jardin des épices

04 — Août-décembre 1810 — La chute de l'Isle de France

Grand Port, la seule victoire navale de Napoléon, la capitulation

05 — 1810-1968 — L'ère britannique

Abolition de l'esclavage, travailleurs engagés, le chemin vers l'indépendance

06 — 1968-1992 — De l'indépendance à la République

Le 12 mars 1968, puis la République en 1992

07 — Depuis 1968 — Le miracle économique mauricien

Du sucre à la finance : la diversification réussie

08 — Le patrimoine à visiter aujourd'hui

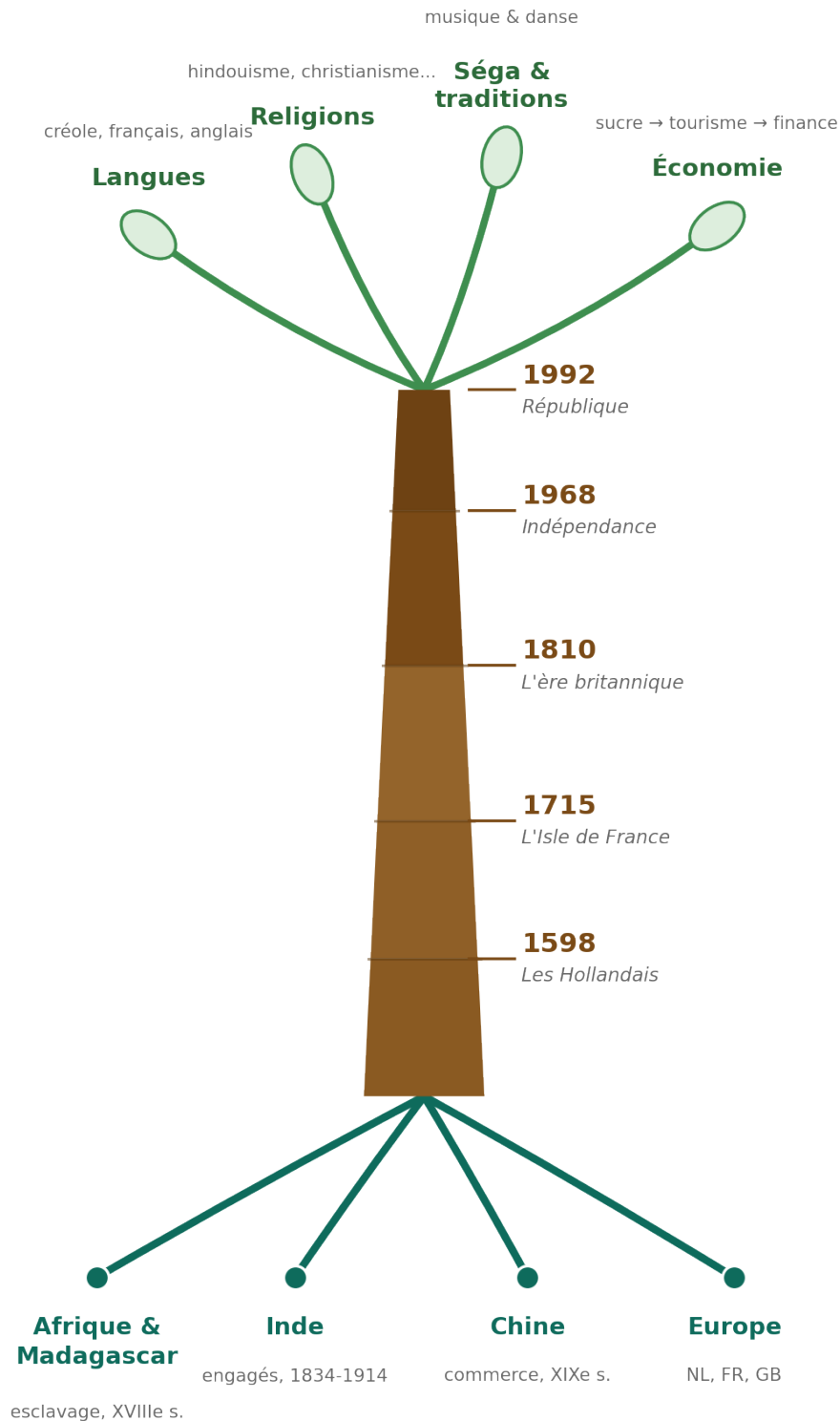
Musées, sites classés UNESCO et demeures historiques

09 — Repères chronologiques

La frise complète, du VIII^e siècle à 1992

Vue d'ensemble

Un arbre généalogique de l'histoire mauricienne : les racines sont les peuples venus de quatre continents, le tronc est la ligne du temps coloniale, la couronne est ce que Maurice en a hérité aujourd'hui.



Une île sans habitants

Il y a peu de territoires sur Terre dont on connaît aussi précisément le jour où l'être humain y a mis les pieds pour la première fois. Maurice en fait partie : contrairement à la quasi-totalité des terres habitées aujourd'hui, l'île n'a jamais eu de population indigène. Aucune trace archéologique d'habitat humain avant l'arrivée des Européens — l'île est restée, pendant des millions d'années, une forêt tropicale intacte, isolée dans le sud-ouest de l'océan Indien, à plus de 2 000 km de la côte africaine la plus proche.

Les premiers humains à l'avoir seulement aperçue sont probablement des marins arabes, dès le VIII^e siècle, qui la désignaient sous le nom de « Dina Arobi » (l'île abandonnée) sur leurs cartes commerciales de l'océan Indien. Elle ne sert alors que de repère de navigation, jamais de lieu de vie — aucune colonie, aucune installation durable.

Les Portugais lui succèdent à la fin du XVe et au début du XVI^e siècle, dans le sillage de leurs explorations de la route des Indes. Ils la baptisent « Cirne » et notent sa présence sur leurs cartes, mais ne s'y intéressent pas davantage : sans port en eau profonde évident ni richesse minière visible, l'île n'a pas la priorité stratégique des comptoirs qu'ils établissent ailleurs dans l'océan Indien. C'est cette indifférence relative des deux premières puissances européennes à y passer qui laisse le champ libre, un siècle plus tard, aux Hollandais.

Le dodo, seul témoin de ce silence

Pendant tout ce temps sans présence humaine durable, un oiseau incapable de voler évolue en toute tranquillité sur l'île : le dodo (*Raphus cucullatus*). N'ayant jamais eu à se méfier d'aucun prédateur terrestre, il n'a développé ni crainte ni instinct de fuite — une vulnérabilité qui lui sera fatale dès l'arrivée des premiers colons et des animaux qu'ils amènent avec eux (chapitre suivant).

1598-1710 — Les Hollandais

L'histoire coloniale de Maurice commence formellement le 20 septembre 1598, quand une flotte hollandaise commandée par l'amiral Wybrand Van Warwyck jette l'ancre dans la baie de Grand Port, sur la côte sud-est de l'île. Van Warwyck la baptise « Mauritius », en l'honneur du prince Maurice de Nassau, stathouder des Provinces-Unies — un nom qui, malgré les changements de souveraineté à venir, ne la quittera plus jamais tout à fait.

Les Hollandais ne s'y installent pourtant pas tout de suite de façon permanente : pendant plusieurs décennies, l'île n'est qu'une escale de ravitaillement pour les navires de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales (VOC) en route vers Batavia. La première tentative de colonie réelle date de 1638, motivée par l'exploitation de l'ébène qui couvre alors une grande partie de l'île — un bois précieux, très demandé en Europe pour l'ébénisterie de luxe. Une seconde colonie est fondée à Flacq, mais elle échoue rapidement, minée par les cyclones, les maladies tropicales et l'isolement.

C'est également sous administration hollandaise que la canne à sucre est introduite pour la première fois sur l'île, importée de Batavia — une plante qui restera anecdotique pendant tout le XVII^e siècle, mais qui deviendra, un siècle et demi plus tard, le pilier de toute l'économie mauricienne pendant près de 300 ans.

Malgré ces tentatives, l'expérience hollandaise à Maurice ne convainc jamais économiquement : en 1710, faute de résultats suffisants et alors que leurs efforts se concentrent sur des possessions plus rentables comme le Cap ou Java, les Hollandais abandonnent purement et simplement l'île, la laissant à nouveau inhabitée pendant cinq ans.

Vers 1681 — la fin du dodo

C'est durant cette période hollandaise que le dodo disparaît définitivement. Les marins le chassaient pour sa viande, mais le coup fatal vient surtout des animaux introduits, volontairement ou non, par les navires : rats, chiens, chats et cochons pillent ses œufs et ses poussins au sol, contre lesquels il n'a aucune défense. L'espèce s'éteint vers 1681 — l'un des tout premiers cas documentés d'extinction d'une espèce directement causée par l'arrivée de l'homme, ce qui explique sa place particulière dans l'histoire des sciences naturelles bien au-delà de Maurice.



Le dodo est aujourd'hui omniprésent dans l'imagerie mauricienne, bien au-delà des musées — ici une statue photographiée à la [Plantation Vanille St Julien d'Hotman](#).

1715-1810 — L'Isle de France

La France prend officiellement possession de l'île en 1715, sous l'autorité de la Compagnie française des Indes orientales, et la rebaptise « Isle de France ». Pendant les vingt premières années, le développement reste modeste — c'est l'arrivée d'un homme, en 1735, qui change radicalement la trajectoire de la colonie.

Mahé de Labourdonnais, le bâtisseur

Bertrand-François Mahé de Labourdonnais, nommé gouverneur des Mascareignes, fait de Port-Louis un véritable port stratégique : construction d'un chantier naval, de fortifications, de routes, d'un hôpital et des premiers grands bâtiments administratifs. Sous son autorité, l'Isle de France devient la base arrière incontournable de toute la présence française dans l'océan Indien — un rôle qu'elle conservera jusqu'à la chute de la colonie en 1810.

Une économie bâtie sur l'esclavage

Le développement économique de l'île, fondé sur les plantations de canne à sucre, de café puis d'indigo, repose presque entièrement sur le travail de personnes réduites en esclavage, déportées de force principalement depuis Madagascar et la côte est-africaine (Mozambique), mais aussi d'Afrique de l'Ouest et d'Inde. À la fin du XVIII^e siècle, les esclaves représentent plus de 80 % de la population de l'île. C'est de cette période, et en particulier de la résistance des « marrons » — esclaves en fuite, réfugiés dans les régions montagneuses et difficiles d'accès comme Le Morne Brabant (voir chapitre 5) — que naît le séga, aujourd'hui musique et danse emblématiques de Maurice, mais qui exprimait à l'origine la douleur et la résilience d'une population asservie.

Le jardin de Pierre Poivre et la contrebande des épices

L'un des épisodes les plus étonnants de cette période est celui de Pierre Poivre, administrateur des Mascareignes de 1767 à 1773. À l'époque, les Hollandais détiennent un monopole quasi absolu sur la muscade et le girofle, cultivés uniquement dans les Moluques, en Indonésie, et surveillés militairement pour empêcher toute exportation de plants vivants. Entre 1750 et 1755, Poivre organise plusieurs expéditions clandestines dans ces eaux interdites et parvient à en rapporter des milliers de plants de muscadiers et de girofliers. Il les fait planter au domaine de « Mon Plaisir », l'actuel Jardin botanique de Pamplémousses (aujourd'hui Jardin Sir Seewoosagur Ramgoolam) — brisant, à force de patience, le monopole hollandais sur les épices les plus précieuses du monde. Le jardin qu'il a fondé existe toujours, et se visite.



Le nid de corsaires

Port-Louis devient également, à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, l'un des repaires de corsaires français les plus actifs de l'océan Indien — des capitaines privés, autorisés par lettre de marque à attaquer les navires ennemis (essentiellement britanniques) au profit de la couronne française. Le plus célèbre d'entre eux, Robert Surcouf, arrive sur l'île en 1794 et s'y forge une réputation redoutable : en 1800, à bord d'un petit navire de 130 hommes, La Confiance, il capture le Kent, un vaisseau anglais bien plus imposant, armé de 38 canons et transportant 437 hommes. Ces corsaires jouent un rôle décisif dans la résistance de l'île face au blocus britannique, ravitaillant la colonie tout en harcelant le commerce anglais — jusqu'à la chute de l'Isle de France en 1810.

Août-décembre 1810 — La chute de l'Isle de France

La bataille de Grand Port

En pleines guerres napoléoniennes, la marine britannique tente de forcer le port de Grand Port, sur la côte sud-est de l'île, pour y détruire la flotte française. Entre le 20 et le 27 août 1810, l'escadre française du capitaine Guy-Victor Duperré manœuvre dans les passes coralliennes peu profondes de la baie, que les navires britanniques, plus lourds, ne parviennent pas à négocier. Quatre frégates anglaises s'échouent ou sont capturées ; les pertes britanniques s'élèvent à environ 105 morts et 163 blessés, contre 37 morts et 112 blessés côté français.

C'est, à ce jour, la seule bataille navale de toute l'ère napoléonienne dont le nom figure gravé sur l'Arc de Triomphe à Paris — une victoire d'autant plus remarquable qu'elle reste, pour la marine française, l'une des rares de cette période contre les Britanniques.

Une victoire sans lendemain

Ce succès tactique ne change cependant rien au rapport de force stratégique dans l'océan Indien. Le 29 novembre 1810, environ 7 000 soldats britanniques débarquent sur l'île sous le commandement du contre-amiral Albemarle Bertie. Face à ce nombre, la résistance française s'effondre rapidement et l'île capitule début décembre 1810 — un dénouement officialisé quatre ans plus tard par le traité de Paris de 1814, qui cède définitivement l'Isle de France à la Grande-Bretagne. Celle-ci lui redonne alors son ancien nom hollandais : Maurice.

Pourquoi Maurice est restée si française

C'est un détail juridique de 1810 qui explique, plus que tout autre, pourquoi Maurice a conservé sa langue et son droit français malgré 158 ans de couronne britannique : l'article 8 des termes de capitulation garantit aux colons français le maintien de « leur religion, leurs lois et leurs coutumes ». Peu nombreux et sans volonté de peuplement massif, les Britanniques laissent perdurer, en pratique, le Code Napoléon, la religion catholique et le français dans l'administration et l'école — un choix pragmatique dont les conséquences se retrouvent encore aujourd'hui, jusque dans certains aspects du droit mauricien de la propriété et des successions.

1810-1968 — L'ère britannique

La Grande-Bretagne administre l'île pendant 158 ans, de 1810 à 1968. Si la langue et le droit français survivent, comme vu au chapitre précédent, la société mauricienne va, elle, être profondément et durablement transformée par deux décisions britanniques majeures : l'abolition de l'esclavage, puis l'organisation d'une immigration de travail à très grande échelle.

1er février 1835 — l'abolition de l'esclavage

L'esclavage est aboli à Maurice le 1er février 1835, dans le cadre de l'abolition générale décidée par le Parlement britannique pour l'ensemble de son empire. Les propriétaires de plantations reçoivent une compensation financière de la couronne — les personnes qu'ils avaient réduites en esclavage, elles, ne reçoivent rien.

Le Morne Brabant, mémoire de la résistance

Cette montagne isolée du sud-ouest de l'île, classée à l'UNESCO depuis 2008, servait de refuge aux esclaves marrons en fuite, grâce à ses grottes et son relief difficile d'accès. Selon la tradition locale, le jour même de l'abolition, une expédition de police est montée au sommet leur annoncer leur liberté — mais ceux qui s'y étaient réfugiés, craignant une tentative de capture, auraient préféré se jeter dans le vide plutôt que de retourner en esclavage. Cette histoire, aussi tragique que symbolique, est commémorée chaque 1er février, devenu jour férié national.

L'arrivée de 450 000 travailleurs engagés

Pour remplacer cette main-d'œuvre sur les plantations sucrières, les autorités britanniques mettent en place, dès 1834, un vaste système de travail « engagé » (indentured labour) : des personnes recrutées, principalement en Inde, sous contrat de plusieurs années, en échange du transport, du logement et d'un salaire. Entre 1834 et 1914, plus de 450 000 travailleurs engagés arrivent à Maurice — l'immense majorité venue d'Inde, mais aussi de Chine, des Comores et du Mozambique. Le point d'arrivée de ces travailleurs à Port-Louis, l'Aapravasi Ghat, est aujourd'hui classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, en mémoire de cette immigration de masse.

Origine	Nature de la migration
Inde	L'immense majorité des ~450 000 arrivées enregistrées, sous contrat d'engagisme, 1834-1914
Chine	Migration commerçante et marchande, plus tardive et bien plus restreinte
Comores & Mozambique	Minoritaire au sein du système d'engagisme britannique

C'est cette vague migratoire, bien plus que la colonisation elle-même, qui façonne la Maurice démographiquement multiculturelle d'aujourd'hui : les langues (bhojpuri, hindi, ourdou, tamoul, mandarin, aux côtés du français, de l'anglais officiel et du créole), les religions (hindouisme, islam, christianisme, bouddhisme et taoïsme chinois cohabitant sur la même petite île), et une grande partie des traditions culinaires et festives du pays (voir la page Fêtes & traditions du site).

Le lent chemin vers les droits politiques

Politiquement, l'émancipation prend beaucoup plus de temps que l'abolition elle-même. Ce n'est qu'en 1947 que les Britanniques organisent les premières élections d'une assemblée législative locale, avec un droit de vote encore très restreint. Le suffrage universel n'est instauré qu'en 1958 — un tournant démocratique majeur, qui rebat immédiatement les cartes politiques.

Le Parti travailliste (Labour Party), fondé en 1936 et dirigé à partir des années 1950 par Sir Seewoosagur Ramgoolam, devient le fer de lance du mouvement indépendantiste, porté par la communauté indo-mauricienne majoritaire. En face, le Parti mauricien social-démocrate (PMSD) de Sir Gaëtan Duval, représentant surtout les intérêts franco-mauriciens et une partie de la communauté créole, s'oppose à l'indépendance : il redoute une future domination politique de la majorité indo-mauricienne sur les autres communautés de l'île.

Les élections générales du 7 août 1967, véritable référendum de fait sur l'indépendance, donnent une majorité nette à la coalition indépendantiste. En janvier 1968, quelques semaines avant la date fixée pour l'indépendance, des émeutes intercommunautaires éclatent à Port-Louis, faisant une vingtaine de morts — un épisode douloureux, souvent passé sous silence, mais qui rappelle que la transition n'a pas été sans tensions. Le PMSD boycottera d'ailleurs la cérémonie officielle d'indépendance, en signe de protestation.

1968-1992 — De l'indépendance à la République

Le 12 mars 1968, le drapeau mauricien — rouge, bleu, jaune, vert — est hissé pour la première fois : l'île devient officiellement indépendante au sein du Commonwealth, avec la reine d'Angleterre comme chef d'État symbolique représenté par un gouverneur général. Sir Seewoosagur Ramgoolam devient le premier Premier ministre du pays — il restera à ce poste pendant près de quatorze ans et sera, depuis, considéré comme le père de la nation mauricienne.

Contrairement aux craintes exprimées avant l'indépendance, la transition politique se déroule ensuite dans une relative stabilité : malgré les tensions de janvier 1968, l'île ne connaît pas de conflit intercommunautaire durable, et la cohabitation des différentes communautés religieuses et culturelles devient, au fil des décennies, l'un des traits les plus caractéristiques et les plus vantés de la société mauricienne.

Vingt-quatre ans plus tard, jour pour jour, le 12 mars 1992, Maurice franchit une nouvelle étape : le pays quitte le statut de monarchie constitutionnelle pour devenir une République, avec un président comme chef d'État. Sir Veerasamy Ringadoo, jusque-là gouverneur général, devient le tout premier président de la République — une fonction largement honorifique, qu'il n'occupera que quelques mois avant de passer la main à Cassam Uteem. Cette double date, indépendance puis République, fait du 12 mars la fête nationale mauricienne.

Les trois grandes périodes coloniales, en un coup d'œil

Période	Puissance	Nom de l'île	Héritage principal
1598-1710	Hollande	Mauritius	Le nom de l'île ; la canne à sucre introduite
1715-1810	France	Isle de France	Port-Louis ; le français ; l'esclavage sucrier
1810-1968	Grande-Bretagne	Mauritius	Abolition (1835) ; travailleurs engagés ; démocratie

Depuis 1968 — Le miracle économique mauricien

À l'indépendance, l'économie mauricienne reste presque entièrement dépendante du sucre, qui représente alors près de 20 % du PIB et environ 60 % des recettes d'exportation — une vulnérabilité extrême pour un si petit pays, insulaire, sans ressources minières et régulièrement exposé aux cyclones. C'est pourtant sur cette base fragile que Maurice va construire, en un demi-siècle, l'une des trajectoires de développement les plus enviées d'Afrique et de l'océan Indien.



Le sucre comme tremplin, puis le textile

Dans les années 1970, le gouvernement mauricien utilise les revenus, encore substantiels, du sucre — vendu à prix préférentiel au Royaume-Uni puis à l'Union européenne via le « protocole sucre » — pour financer la diversification économique. La création d'une zone franche industrielle (Export Processing Zone, EPZ) attire massivement les investissements étrangers dans le textile, profitant d'un accès préférentiel aux marchés américain et européen. Le secteur connaît une expansion spectaculaire dans les années 1980 et 1990, devenant l'un des premiers employeurs du pays et l'un des principaux moteurs de sa croissance.

Tourisme et services financiers

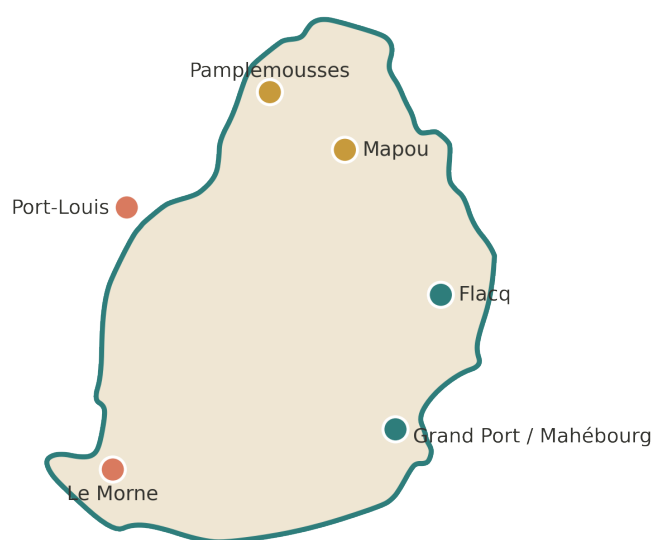
En parallèle, à partir des années 1980, le tourisme se développe rapidement, porté par la beauté des lagons, la stabilité politique du pays et sa position géographique. C'est également à cette période que Maurice se positionne comme place financière offshore, en particulier pour les investissements vers l'Inde grâce à une convention fiscale avantageuse — un secteur qui pèse aujourd'hui près de la moitié du PIB du pays, faisant de Maurice l'une des places financières les plus développées d'Afrique.

La diversification récente

Au milieu des années 2000, la fin des accords préférentiels sur le sucre et sur le textile (accord multifibres) oblige le pays à accélérer encore sa mutation : quarante mesures de réforme sont mises en œuvre pour développer les technologies de l'information (le quartier d'affaires d'Ébène), les services médicaux haut de gamme, et un nouveau secteur immobilier destiné aux acheteurs étrangers — les programmes IRS, RES puis PDS que ce guide détaille par ailleurs (voir la page Immobilier du site). Aujourd'hui, plus de 70 % du PIB mauricien provient du secteur tertiaire — un renversement complet par rapport à l'économie sucrière du siècle dernier, et l'un des exemples les plus souvent cités de réussite économique postcoloniale en Afrique.

Le patrimoine à visiter aujourd'hui

Toute cette histoire reste, pour qui s'installe à Maurice, largement accessible et visitable — souvent en une demi-journée, et pour un budget modeste. Voici les incontournables, dans un ordre qui suit à peu près la chronologie de ce guide.



Carte de repérage des principaux sites patrimoniaux cités dans ce chapitre.

Aapravasi Ghat

PORT-LOUIS · SITE UNESCO

Le site où débarquaient les travailleurs engagés venus d'Inde à partir de 1834 — le point de départ concret de la Maurice multiculturelle d'aujourd'hui. Classé au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Musée Frederik Hendrik

VIEUX GRAND PORT

Sur le site même du premier débarquement hollandais de 1598, dans un bâtiment français du XVIII^e siècle construit sur les ruines d'un fort. Entrée gratuite, jardin tropical.

Musée naval de Mahébourg

CHÂTEAU GHEUDÉ, MAHÉBOURG

Installé dans une demeure créole de 1772, consacré au patrimoine maritime et aux batailles navales des XVIII^e-XIX^e siècles — dont la bataille de Grand Port. Entrée gratuite, vaste parc.

Champ de bataille de Grand Port

GRAND PORT

Le site de la seule victoire navale française de l'ère napoléonienne, à quelques minutes du musée naval de Mahébourg.

Le Morne Brabant

SUD-OUEST DE L'ÎLE · SITE UNESCO

Refuge historique des esclaves marrons, classé à l'UNESCO en 2008. Randonnée possible jusqu'au sommet, avec vue exceptionnelle sur le lagon.

Jardin botanique de Pamplémousses

PAMPLEMOUSSES

Le domaine « Mon Plaisir » où Pierre Poivre a acclimaté les épices volées aux Hollandais dans les années 1750. Aujourd'hui Jardin Sir Seewoosagur Ramgoolam, 37 hectares, célèbre pour ses nénuphars géants.

Blue Penny Museum

CAUDAN WATERFRONT, PORT-LOUIS

Consacré à l'histoire de l'île à travers l'art et la philatélie, avec les célèbres timbres rares mauriciens de 1847. Entrée payante (environ 6 €), comptez 1h30 à 2h.

Musée d'histoire naturelle

PORT-LOUIS

Le plus ancien musée de l'île (1842), avec sa célèbre galerie consacrée au dodo. Entrée gratuite.

La Citadelle (Fort Adelaide)

PORT-LOUIS

Forteresse britannique du XIX^e siècle dominant la capitale, avec une vue panoramique sur Port-Louis et les montagnes environnantes. Entrée gratuite.

Château de Labourdonnais

MAPOU

Demeure sucrière du XIXe siècle, restaurée, entourée d'un verger et d'un domaine agricole encore en activité — un aperçu de la vie des grandes familles franco-mauriciennes.

Repères chronologiques

- **VIII^e siècle** Passage de marins arabes — l'île, inhabitée, sert de simple repère commercial sous le nom de « Dina Arobi ».
- **Fin X^e - XV^e s.** Passage des Portugais, qui la nomment « Cirne » sans s'y installer.
- **20 septembre 1598** L'amiral hollandais Wybrand Van Warwyck débarque à Grand Port et nomme l'île « Mauritius ».
- **1638** Première colonie hollandaise, exploitation de l'ébène. Introduction de la canne à sucre.
- **~1681** Extinction du dodo.
- **1710** Les Hollandais abandonnent définitivement l'île.
- **1715** La France prend possession de l'île et la renomme « Isle de France ».
- **À partir de 1735** Gouvernorat de Mahé de Labourdonnais : fortification et développement de Port-Louis.
- **1750-1755** Expéditions de Pierre Poivre dans les Moluques pour briser le monopole hollandais des épices.
- **1767-1773** Administration de Pierre Poivre ; fondation du jardin de Pamplemousses.
- **1794-1810** Âge d'or des corsaires de Port-Louis, dont Robert Surcouf.
- **20-27 août 1810** Bataille de Grand Port : seule victoire navale française de l'ère napoléonienne.
- **29 novembre 1810** Débarquement de 7 000 soldats britanniques.
- **Décembre 1810** Capitulation française ; l'île redevient « Maurice » sous administration britannique.
- **1814** Le traité de Paris officialise la cession britannique de l'île.
- **1^{er} février 1835** Abolition de l'esclavage à Maurice.
- **1834-1914** Arrivée de plus de 450 000 travailleurs engagés, principalement d'Inde.
- **1842** Fondation du Musée d'histoire naturelle de Port-Louis.
- **1936** Fondation du Parti travailliste (Labour Party).
- **1947** Premières élections d'une assemblée législative locale.
- **1958** Instauration du suffrage universel.
- **7 août 1967** Élections générales décisives en faveur de la coalition indépendantiste.
- **Janvier 1968** Émeutes intercommunautaires à Port-Louis, quelques semaines avant l'indépendance.

- **12 mars 1968** Indépendance de l'île Maurice ; Sir Seewoosagur Ramgoolam devient Premier ministre.
- **Années 1970** Création de la zone franche industrielle (EPZ) et essor du textile.
- **Années 1980** Eessor du tourisme et des services financiers offshore.
- **12 mars 1992** Maurice devient une République ; Sir Veerasamy Ringadoo, premier président.
- **2008** Le Morne Brabant classé au patrimoine mondial de l'UNESCO.
- **Depuis 2005** Diversification vers les technologies de l'information, le médical et l'immobilier de résidence (IRS, RES, PDS).

Ce guide est un point de départ, pas un ouvrage académique exhaustif — l'histoire de Maurice, comme celle de toute société née de plusieurs colonisations et de plusieurs vagues migratoires, comporte des zones d'ombre et des interprétations parfois débattues (notamment sur les chiffres précis de la traite négrière ou les détails de la légende du Morne). Pour aller plus loin, les musées cités au chapitre 8 restent la meilleure source complémentaire, avec du contenu local souvent plus riche que ce qui circule en ligne.